

Le libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un régime social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an 6 fr. »
Six mois 3 fr. »
Trois mois 1 fr. 50

ADMINISTRATION ET RÉDACTION PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

La Rédaction :
à Emile AUBIN

Adresser tout ce qui concerne

L'Administration :
à Pierre MARTIN

ABONNEMENTS POUR L'ÉTRANGER

Un an 8 fr. »
Six mois 4 fr. »
Trois mois 2 fr. »

Vive la Révolution Italienne !

APRÈS L'ÉMEUTE

Réflexions sur la Révolution italienne

Bien que les quelques nouvelles qui nous arrivaient d'Italie nous fissent pressentir l'importance du mouvement révolutionnaire qui s'y est produit, nous étions loin quand même de supposer qu'il ait eu autant d'ampleur et une portée si élevée.

Le silence de la presse d'au delà des Alpes, le laconisme des dépêches des agences et l'attente tacite des organes stipendiés du capitalisme français pour réduire cet événement à des proportions minimes, tout cela portait à croire que cet intéressant mouvement n'était peut-être qu'une explosion du mécontentement populaire, une agitation dont le foyer n'embrasait qu'une région, n'était localisé que dans quelques cités et serait bien vite étouffé par la répression d'un pouvoir encore solide, appuyé sur une nation pleine de loyalisme à l'égard de ses maîtres.

Il n'en a pas été tout à fait ainsi. Le pouvoir politique a un moment oscillé sur son trône, et l'on est à se demander si toute l'énergie dépensée par la révolte avait porté contre la dynastie de Savoie, la monarchie italienne n'aurait pas été emportée par la rafale insurrectionnelle et n'aurait pas ainsi laissé place nette à une République calquée sur celle qui nous régente ?

Cela peut paraître paradoxal, que le caractère social d'un soulèvement populaire ait facilité la conservation d'un régime politique. Pourtant cette conséquence s'explique par les actes mêmes de la révolte, qui portaient davantage sur les institutions économiques, sur les choses d'un usage courant, sur le côté pratique de la vie matérielle, le tout enveloppé d'un puissant sentiment d'humanité.

C'est à croire que le peuple commencerait à comprendre que la forme politique d'un pays n'a qu'une importance relative sur les conditions de la vie matérielle, et ce qui est essentiel avant tout, dans les efforts d'affranchissement, c'est de s'en prendre tout d'abord aux organismes économiques, base réelle de l'oppression des travailleurs.

On se rend parfaitement compte que le principe d'autorité ne doit son existence qu'aux institutions créées par l'inégalité des conditions. Que demain la conscience des travailleurs soit à point de comprendre que tout le mal social vient de l'exploitation de l'homme par l'homme, est engendré par le privilège de la propriété individuelle, il passera aussitôt à l'expropriation, qu'il soit en monarchie constitutionnelle ou en République parlementaire.

Instinctivement, l'opprimé raisonne comme le baudet du bon La Fontaine : « En porterai-je double bât, double charge ? » et sa conclusion en sera la même : « Notre ennemi, c'est notre maître ».

Donc, attaquons-nous tout de

suite au maître économique : le maître politique sera, par voie de conséquences déchu quand le premier aura disparu.

En 1789, le peuple français, se lançant dans une grande révolution n'avait pas de haine contre son roi Louis XVI. Ce qu'il détestait le plus, ce qu'il poursuivait de sa colère jusqu'à l'extermination, c'était l'engance sclérotisée des accapareurs de ceux qui spéculaient sur son dénuement et jouaient à la hausse ou à la baisse avec sa faim.

En Russie, le peuple immense des moujicks et des citadins voit plutôt dans les tenanciers des biens seigneuriaux et dans les détenteurs des richesses industrielles et manufacturières les véritables auteurs de sa sujétion et de sa misère, que dans l'institution du régime autocratique à la tête duquel se trouve un homme investi d'un pouvoir absolu, et qu'il appelle « Le Petit Père ».

En Angleterre, où des grèves formidables ont amené des soulèvements violents contre les riches propriétaires du sol, des lignes ferrées, des arsenaux, des docks, etc., etc. Aucune réprobation n'est montée jusqu'au monarque, que pourtant des forces de résistance au salubre désordre des foules affamées.

N'en a-t-il pas été de même en Espagne, dans les si nombreuses insurrections qui s'y sont produites, soit dans la Catalogne avec Barcelone, soit en Andalousie avec Xérès ? Dans la plupart de ces mouvements, c'est au maître économique qu'on s'en est pris ; parfois aussi aux tortionnaires de la pensée, comme cela est arrivé pour Montjuich et pour Ferrer.

Plus nous avançons sur la route qui mène à l'émancipation des peuples, surtout des peuples qui ont atteint le plus grand développement économique et le plus haut degré de civilisation, plus les forces révolutionnaires s'exercent contre les privilégiés détenteurs des instruments de travail et de la richesse accumulée.

On fera rendre gorge aux spoliateurs du labeur humain avant de graver les marches du trône pour en renverser l'occupant. Nos précurseurs de 89 pendaient haut et court à la lanterne, avec une botte de foin à la mâchoire, les accapareurs Berthier et Foulon, avant d'avoir modifié le régime politique du moment et touché à un seul cheveu de la tête de Capet. Nous devons détruire l'exploitation de l'homme par l'homme, pour que sa sujétion cesse : Cela mort, ceci disparaîtra.

La monarchie italienne est aujourd'hui ce qu'elle était avant le mouvement de rébellion ; mais il n'en est pas de même du capitalisme italien dont le prestige n'est plus sanctionné par un acquiesce-

ment des esclaves à sa domination.

La situation présente en Italie n'accuse pas une défaite ; la bataille n'est pas perdue. Il n'y a tout simplement qu'un épisode de guerre d'achèvement. D'autres épisodes se produiront et augmenteront de plus en plus, dans le peuple, le patrimoine de conscience révolutionnaire pour la victoire finale.

N'oublions pas que la grande révolution française de 1789-93 fut précédée de plus de trois cents insurrections émeutières.

Pierre MARTIN.

ECHOS

LE FILS A SON PÈRE

Un député bien ennuyé vendredi dernier, c'était M. Peytral fils. Ce représentant du peuple appartenait au parti radical unifié et la discipline du Parti lui ordonnait de voter contre le ministre Ribot.

Où mais... son père était ministre ! Situation angoissante...

Enfin le fils Peytral adopta une ligne de conduite digne d'un Romain antique. Il vota pour son père... pardon, pour le ministre, et il en prévint le groupe de la rue de Valenciennes demandant de quelle pénalité il allait être frappé.

Les radicaux unifiés ne sont pas méchants. Ils ont pardonné à cet excellent fils.

Ce qui prouve qu'au Palais-Bourgeois, les intérêts de famille passent avant les principes.

Mais nous le savions déjà.

PERLES RARES

Les radicaux ont deux nouveaux honnêtes hommes : MM. Ponsot et Justin Godard. Avec Combes et Pelletan, cela fera quatre incorruptibles (?) qu'ils exhiberont désormais.

Viviani, lors de sa première combinaison, avait rédigé une formule mettant d'accord les trois courants : les radicaux, les socialistes et les démocrates. Mais Poincaré y ajouta, de sa propre main la fameuse phrase : « Retour à la loi de deux ans si les circonstances extérieures le permettent. » Au conseil des ministres, Viviani donna lecture de la déclaration. Justin Godard bondit :

« Je n'ai pas dit cela à mes électeurs, déclara-t-il. J'ai promis le retour aux deux ans. »

Ponsot approuva, malgré Malvy qui voulait être ministre à n'importe quel prix.

Tous les ministres étaient plongés dans une stupeur profonde.

Deux députés refusant un portefeuille pour rester fidèles à leurs engagements ! Jamais on n'avait vu cela.

Cette stupeur prouve que nous avons raison en affirmant que les neuf dixièmes des Q. M. sont prêts à se vendre si on veut y mettre le prix.

Nous prions les camarades dont l'abonnement est expiré de bien vouloir nous faire parvenir le montant du réabonnement, afin de nous éviter les frais de recouvrement par la poste.

GROUPONS-NOUS ET DEMAIN...

UN SUPERBE MOUVEMENT

Où l'on voit le prolétariat italien mettre en pratique les méthodes révolutionnaires préconisées par les anarchistes de tous les pays, et les dirigeants réformistes ouvriers trahir, par veulerie et lâcheté un superbe mouvement d'émancipation

L'impressionnant mouvement insurrectionnel qui vient de secouer l'Italie marque une phase nouvelle dans l'évolution de ce peuple. Le point de départ de l'agitation eut pour cause une protestation contre les méfaits du militarisme et une manifestation de sentiment de solidarité en faveur de ses victimes, dont les plus en évidence : Maselli et Moroni, imposent à la considération de tous.

L'attitude du peuple italien dans les événements qui viennent de se dérouler a montré sa richesse de générosité pour les victimes de l'ordre social, la sensibilité sublime de son caractère et sa parfaite conscience de classe opprimée.

Le gouvernement voulant empêcher les manifestations généreuses et comprimer les élans des travailleurs qui avaient justement choisi le jour de la fête nationale pour affirmer leur sympathie en faveur des martyrs, ne recula pas d'employer les moyens ordinaires : poursuites et charges, à la sortie des meetings ; et les moyens extraordinaires : assommades et massacres.

Aux bruits de la fusillade d'Ancone, tous les citoyens et paysans de la péninsule, des Alpes à l'Etna, se levèrent comme un seul homme menaçants et au cri de : « A bas l'armée ! Vive la Révolution sociale ! » Ils abandonnèrent les champs, sortirent des ateliers et usines pour se dresser et faire face à la répression.

De la plus grande cité industrielle au plus humble village, la voix de la conscience prolétarienne se fit entendre, gronda menaçante contre les ennemis de la justice humaine.

La gigantesque grève générale déclarée, elle ne tarda pas à se transformer en une véritable émeute d'un caractère non seulement antimitariste, mais même expropriateur par son attitude contre le capitalisme.

De partout la lutte s'engagea courageusement contre l'autorité du pouvoir. On se jeta résolument dans des corps à corps avec les forces représentées par les carabiniers (les gendarmes) et les troupes régulières mobilisées.

Les insurgés, presque sans armes, n'ayant pour se défendre que des pierres, des pots de fleurs, chaînes et quelques revolvers, marchèrent néanmoins à l'attaque. Et les rues, les alentours de la Bourse du travail se hérissèrent de barricades. La foule vaillante se défendit contre les charges furibondes de cavalerie, contre la brutalité de la soldatesque. Et cette bataille sur les places, dans les rues se poursuivit entre les exploités et les défenseurs des exploités, dans toute l'Italie, durant des journées et des semaines.

Le gouvernement, pendant ces temps de combat, vit son autorité foulée aux pieds du peuple, de ce peuple plein d'enthousiasme, acclamant ses droits et poursuivant la réalisation d'une société meilleure, basée sur l'égalité économique et la liberté intégrale.

Mais pour édifier les lecteurs du Libertaire sur l'importance et la beauté d'un tel mouvement populaire, donnons quelques détails typiques sur les actes de ces vaillants prolétaires d'Italie, insurgés contre la tyrannie capitaliste et autoritaire ; et, de ces faits héroïques, tâchons de dégager ce qui constitue la foi dans une grande idée de rénovation et l'effort consacré à l'accomplissement d'une révolution libératrice contre le capitalisme à l'oppression mondiale.

LES BARRICADES Résistance à main armée

Voici une poignée de faits rendus publics par la presse bourgeoise elle-même qui a pourtant, pour habitude, de cacher ou de travestir la vérité.

A Turin, pendant deux jours, les grévistes lapidèrent de pierres la troupe et la police. Ils dressèrent des barricades en renversant tout véhicule rencontré : camions, voitures de maître, automobiles, etc., etc.

A Milan, même élan : nombreux meetings en plein air, attaque énergique des troupes, 50 à 100.000 grévistes tentent l'expropriation sur plusieurs points de la ville.

A Rome, la capitale, les insurgés défendent vaillamment les barricades, en tirant carrément sur les forces de l'ordre qui chargent avec furie.

DEVOUEMENTS SUBLIMES Héroïsme du Peuple

Trait sublime d'audace héroïque : un gréviste, en présence de la sauvagerie des policiers et des brutes en uniforme, s'avance, seul, devant la cohorte féroce, ôte son veston et le jette à la face des soldats en présentant sa poitrine nue aux fusils et en criant : « Lâches ! tuez-moi, si vous avez le courage de vos crimes... » Ils n'osèrent pas faire feu en face d'une telle bravoure.

A Naples, à Palermo, à Florence, à Pise, à Bologne, à Gènes et dans presque toutes les villes d'Italie, pour ne pas les énumérer, tous les grévistes firent montre du même courage, du même esprit de révolte, de la même ardeur et du même héroïsme dans cette lutte épi-

Et, partout, soit dans les villes, soit dans les villages, les travailleurs en grève obligèrent les commerçants à fermer boutique et magasins et à baisser les volets sur lesquels on affichait, à certains endroits, un billet portant l'inscription suivante : « Chiuso per tutto nazionale » (fermé pour cause de deuil national).

A L'ŒUVRE ! La vraie tactique révolutionnaire. — A nous les magasins ! — Le feu aux Eglises !

Mais où le mouvement prit une véritable tournure sociale, révolutionnaire et à tendance anarchiste, ce fut dans les régions des Romagnes, Emilie et Marches.

Dans ces provinces, où la totalité des artisans et paysans sont républicains, socialistes ou anarchistes, le peuple proclama la déchéance de la monarchie, et, sans perdre du temps en inutiles discussions, se mit à l'œuvre pour démolir églises, casernes, préfectures, domaine seigneurial et pratiquer l'expropriation au bénéfice du peuple.

Comme stratégie insurrectionnelle, ces fédérés furent admirables d'adresses : de partout, les fils télégraphiques et téléphoniques furent coupés, les gares incendiées, les rails des chemins de fer arrachés, les magasins d'armes dévalisés. Le comité révolutionnaire, drapeau rouge déployé, circulait en automobile à travers les cités et villages pour propager la révolte.

Dans plusieurs villes, les gares sont envahies par la foule composée de patriotes des deux sexes et de leurs petits. Ils saccagent et brûlent tous les bureaux, brisent les appareils électriques pour ne pas que l'ennemi soit averti et transporté. Dans certains endroits, les femmes en guenilles et les enfants en haillons se couchent sur la voie du chemin de fer pour empêcher la circulation des trains. Et, pour les wagons qui circulent, on fait feu dessus et on les oblige à stopper.

PARTOUT LA REVOLTE GRONDE Expropriations. — Le Drapeau rouge flotte partout. — Le Tocsin de la Révolution

Presque de partout la troupe se montre impuissante à réprimer ces actes de

salutaires destructions. Les femmes livraient les soldats à no pas tirer sur le peuple ; et elles leur apportent des vivres, du vin, tout ce qu'elles peuvent pour les gagner.

Au haut des clochers des églises, des beffrois, des hôtels de ville et sur les monuments de moindre importance flotte le drapeau rouge de la Révolution émancipatrice.

Dans cette région de près de cinq millions d'habitants, les anarchistes sont l'âme du mouvement salvateur. Une automobile transportant des colis de marchandises et un colis de valeurs est arrêtée devant la maison du prolétariat d'Ancone. Les conducteurs sont interrogés et mis en fuite. L'auto et les valeurs sont disparues. Plusieurs magasins et entrepôts sont expropriés ; les marchandises et les blés sont saisis, distribués, mis à la disposition du peuple.

A Fabriano, on abat les écussons royaux ; on hisse le drapeau rouge sur la mairie, et, durant cinq jours, la grosse cloche de l'église sonna pour annoncer l'avènement de la République. Dans cette même ville, les automobiles des riches sont réquisitionnées et mises à la disposition du comité révolutionnaire. Les vivres sont répartis entre les familles nécessiteuses, et on décrète la fermeture des églises. Il est défendu des faire sonner les cloches pour les services du culte, sauf la grosse cloche qui sonna sans relâche la diane révolutionnaire.

BRAVO LES SOLDATS ! Des soldats passent au Peuple. — La bonne méthode

Mais, dans cette même ville, un fait significatif se produisit qui devrait servir d'exemple aux révolutionnaires de tous les pays : la population alla à la rencontre de la troupe et la reçut en grande fête. Les enfants et les femmes leur donnèrent l'accablante et marque de fraternisation. Et les soldats et le peuple rentrèrent en ville au chant révolutionnaire de l'Inno dei Lavoratori (L'hymne des Travailleurs). Les soldats furent conduits dans les auberges pour se désaltérer et invités à partager le repas dans les maisons privées, en pleine joie.

COMME A LA GUERRE On désarme les carabiniers. — On tire sur d'autres. — Un général prisonnier

A Sassoferrata, où la foule désarma les carabiniers (gendarmes), il n'y eut pas de représailles.

Presque partout la circulation devint impossible, car, aux environs de chaque ville ou village, on établit des postes de révolutionnaires qui ne laissaient passer que les personnes possédant un sauf-conduit révolutionnaire.

A Castelferrato et à Chiaravalle, même situation.

A Serrasanquiro, des bandes armées menacent de mort le chef de gare et les employés, détruisant tout. Et d'autres groupes d'insurgés exigent la remise du blé et autres denrées alimentaires.

A Jesi, la troupe fut paralysée. Plusieurs officiers, couverts d'ordures et outragés d'insultes, se plaignaient de ne pas pouvoir utiliser leurs hommes ; pleuraient même de constater qu'ils ne pouvaient leur ordonner la tuerie, par crainte de les faire massacrer.

A Ravenna, les barricades s'élevèrent partout dans la ville. Les lampes électriques sont démolies. Les orateurs, dans les meetings, disent que la grève est devenue Révolution. Des pierres, des bouteilles, des briques et jusqu'à des pantoufles de femmes sont lancées contre l'armée et les pouvoirs civils. Un colonel et le commissaire de police sont blessés mortellement. La troupe et la police, impuissantes et sans direction,

se sont enfermées dans la préfecture. Les grévistes sont maîtres de la ville ; ils coupent les fils télégraphiques et téléphoniques, brisent les ampoules, pénètrent dans les églises, renversent les statues, cassent les chandeliers, les crucifix, les bancs, les croix, chambardent tout le matériel du culte pour en édifier une barricade.

Le cercle constitutionnel, *Patria* et *Progresso*, est mis dans un état de destruction complète. Tous ses meubles ont servi à construire aussi une barricade.

La troupe, toujours, est accueillie à coups de pierres, de têtes de saints, de veilles sacrées, de bénitiers et autres objets consacrés au culte. Un révolutionnaire monte sur une barricade et brûle un drapeau tricolore au milieu de la joie générale.

Dans les environs de Ravenne, un général et six officiers sont arrêtés, désarmés et mis à la disposition des grévistes qui les relèvent pendant cinq heures comme otages, dans les bureaux de la Chambre du Travail. Avant de les mettre en liberté, on exige du général la promesse de ne pas faire avancer ses troupes sur la ville. Ils ne furent libérés qu'après avoir signé une déclaration affirmant d'avoir été traités avec les égards dus à des prisonniers de guerre.

LA PRISE AU TAS On donne des vivres au Peuple

A Passignano, les propriétaires, après avoir remis leurs armes aux grévistes, durent se joindre à eux et acclamer la Révolution.

A Voltano, les insurgés brûlèrent le pont qui conduisait à Ravenne et incendièrent plusieurs propriétés. Deux wagons chargés de blé furent déchargés sous les fenêtres même de la gendarmerie. Un meunier et son moulin furent réquisitionnés pour transformer le blé en farine, et la distribution fut faite à tous les grévistes par parts égales.

A Passogallo, la aussi l'église fut détruite par le feu, et les grévistes se sont fait donner la clé du magasin d'une comie Mazzoni pour s'emparer d'une centaine de quintaux de blé. Et là où il n'y avait pas de blé, les grévistes se faisaient remettre le numéraire pour assurer les subsistances en payant les denrées aux petits propriétaires qui les fournissent.

UTILES PRECAUTIONS Contre la presse stépende. — Le sabotage des fils télégraphiques et des lignes de chemins de fer

Mais les scènes les plus caractéristiques de cette révolution se sont passées dans la commune de Lavezzola, où la gare fut complètement détruite. Les voyageurs arrivés avant la destruction de cette gare durent recevoir leurs bagages aux grévistes qui les emportèrent à la Bourse du Travail. Ici aussi les messages de la révolution sont transmis à l'aide d'automobiles réquisitionnées aux riches.

A San Agata di Luzo, l'église est détruite. Le curé fut obligé de suivre les grévistes et de mettre à leur disposition le vin de sa cave. Il fut l'un de quitter sa soutane, qu'on brûla devant son temple.

A Rimini, les grévistes brûlèrent le grand pont sur le Rubicon. Sur ce pont passent trois lignes de chemin de fer : une pour Bologne, une pour Ancône et la troisième pour Ferrare. Sur le pont flamboyant, un train fut détruit et les voitures des premières et deuxième classes étaient dans les eaux du fleuve.

A Borgo San Giuliano, les grévistes détruisent les fils télégraphiques et téléphoniques ; brûlent les maisonnettes de l'écrou, sans oublier d'emporter le coffre-fort. Ils se dirigent ensuite vers les magasins d'armes et les dévalisent.

Les grévistes, pour empêcher que la presse immonde du gouvernement ne divulgue les plans des révolutionnaires, ou ne propage, par le mensonge, de fausses nouvelles, firent saisir les valises contenant des journaux qui servaient à alimenter un superbe autodafé. A Faenza, les anarchistes brûlèrent la cathédrale. Dans presque tous les villages de la basse Romagne, toutes les églises sont brûlées.

A Bagnacavallo, le club des Cittadini fut pillé. Entre la gare de San Giovanni et Portici, près de Naples, on tira plusieurs coups de feu sur des voitures de première classe. Dans ces voitures, en droites, des hommes armés jetèrent sous des trains et les actes de sabotage sur la voie ferrée et dans les gares sont innombrables.

Impossible de décrire, en un article fait à la hâte, toute l'action merveilleuse accomplie par la classe ouvrière dans ce superbe mouvement. L'Italie insurgée contre les auteurs des crimes militaristes et contre l'exploitation capitaliste.

LES TRAITRES La frousse des états-majors. — La C.G.T. italienne contre la Révolution

Quant à l'attitude des cheminots dans cette immense agitation de révolte, elle n'a pas été ce qu'elle aurait pu être, si la C. G. T. italienne n'avait pas trahi la cause révolutionnaire.

Sous la pression des événements qui se précipitent, l'organisme central du travail ne put jamais faire que de déclarer la grève générale. Mais il la déclara le jour pour l'étranger ensuite le lendemain. En agissant ainsi, l'état-major de l'armée du travail ne permit plus aux cheminots de se manifester dans cette lutte d'une façon d'ensemble. Plusieurs points du réseau ont reçu en même temps l'ordre de grève générale et de reprise du travail. De là l'indécision et la perturbation jetée dans les rangs de cette forte et importante corporation.

De ce chef, la C. G. T. italienne endosse de graves responsabilités. Elle aura à rendre compte, devant le prolétariat international, de sa conduite contre-révolutionnaire. Elle ne pourra se

OU ALLONS-NOUS ?

Après l'échec de l'équipe républicaine de la Guerre Sociale, après la C.G.T., par la voix du plus grand nombre de ses militants, voici que Pouget prend part à la danse et change son fusil d'épaule.

Le reniement est à la mode, devient une véritable maladie. A cela, je ne trouverais certes rien à redire, malgré que ce soit écœurant. Si cette maladie s'arrêtait à quelques individualités et ne conduisait au tombeau social que le militant qui en est atteint ; mais, comme elle menace de devenir plus contagieuse encore, d'entraîner, si nous n'y veillons, le syndicalisme à sa perte, il nous faut prendre position en plongeant hardiment dans cette plaie le bistouri purificateur ; nous le devons sans hésitation aucune si nous voulons que l'admirable passé révolutionnaire soit continué, accentué jusqu'au jour de la libération définitive.

Changer son fusil d'épaule est chose fort simple ; le tout est de savoir si, de ce fait, le tir sera plus précis, si le découragement des rangs ennemis.

Tout acte social a un but défini : il doit par conséquent être raisonné. Je veux croire que Pouget a bien pesé le pour et le contre de son évolution à rebours. Il n'a pas, j'imagine, renié d'un coup léger la tactique qu'il a toujours suivie, car dans le cas contraire, j'oserais lui demander d'approfondir le geste du politicien endurci et calotin, qu'est Ribot s'écriant aux Folies-Bourbon : « Vous n'attendez pas de moi que je renie mon passé ! »

Alors, camarade Pouget, votre tactique actuelle étant réfléchie, consciente, sur quoi la basez-vous ? Quelles circonstances vous ont conduit à l'adopter ? Ce n'est pas sérieusement que vous indiquez l'action sociale et révolutionnaire de la C.G.T. comme la cause primordiale, essentielle du fâcheusement des effectifs syndicaux. Si cela était, permettez-moi de vous dire que l'affirmation ne suffit plus ; nous sommes en un siècle de discussion et avant que d'être admis, un argument est toujours passé au tamis de la pensée.

Pour asseoir ce que vous avancez, quelles preuves apportez-vous donc ? Vous vous contentez de ne rien démontrer. Et tandis que vous nous conseillez discrètement (oh combien !) un retour en arrière, nous sommes en droit de vous dire que la tactique pratiquée par les « surenchéristes » de gauche (dont vous avez été) a donné de bons fruits. Vous ne pouvez le nier, à moins que vous ne vouliez oublier certain 1^{er} mai qui fut, si je ne m'abuse, le point culminant du syndicalisme français ; et pendant que vous dégringolez jusqu'à la Roche Tarpéenne, nous voulons, nous, atteindre le Capitole social et nous y maintenir.

Il ne faut pas essayer d'éblouir les masses en leur parlant une langue qu'elles ne comprennent pas ; que je sache, les situations équivoques, les subtilités profondes n'ont jamais été un remède. Que vient donc faire, en syndicalisme, ce nouveau vocabulaire : a-politique, a-parlementaire, a-patriotique ?

disculper d'avoir porté un terrible coup au mouvement et d'avoir aussi causé un préjudice à l'armée des opprimés en marche pour leur affranchissement. Elle sera sévèrement jugée, car ses agissements sont criminels et son action empreinte d'infamie.

Que les organismes identiques des autres pays prennent garde de ne pas commettre la même faute ou plutôt de ne pas accomplir le même crime. Nous espérons que ce triste précédent n'aura pas de suite.

VERS L'AVENIR A l'œuvre pour le triomphe de la Révolution libératrice

Si, dans la séculaire guerre sociale, encore une grande bataille est perdue, ne nous décourageons pas : la grande bataille finale viendra et nous donnera la victoire qui nous conduira à la conquête du droit à la vie intégrale et aux ultimes libertés. Mais pour cela, il faut que tous les prolétaires arrivent à une puissance de conscience, à une force d'union qui les rendent maîtres de leurs destinées. Il faut que les foules soient bien imprégnées des idées d'émancipation, qu'elles aient confiance dans l'avenir, qu'elles ne se laissent pas contaminer par un chauvinisme égoïste, qu'elles réagissent contre le scepticisme tueur d'enthousiasme et qu'elles se rendent solidaires de l'oppression mondiale qui écrase les travailleurs. Il faut, en un mot, que l'idéal anarchiste s'imprime dans l'intelligence du peuple pour qu'il sache se débarrasser des maîtres politiques et économiques.

N.-B. — Nous ne pouvons encore donner les chiffres des victimes, morts ou blessés, de ce grand mouvement révolutionnaire. La lugubre statistique nous en sera bien connue un jour. Quel que soit le nombre de ceux disparus ou terrassés dans cette formidable lutte, nous n'en poursuivons pas moins notre tâche de militant.

« CONCORDIA »

Une neutralité béate n'a jamais éveillé des consciences, encore moins résolu un problème social. Tout le monde sait que les eaux stagnantes n'abritent que de la pourriture.

Au point de vue social, et la C.G.T. s'y place, puisqu'elle ne vise et doit viser la transformation complète de la société par la suppression radicale du salariat, il faut choisir ; il faut être pour ou contre sous peine de disparition.

Et quand on admet que le syndicalisme doit avoir pour principal objectif la lutte de classes (Jouhaux le reconnaît dans son analyse de l'ouvrage de Paul Louis), on est forcé de saper à sa base le rocher gigantesque qui sert de repaire à la bourgeoisie spoliatrice, je veux dire le patriotisme.

L'antipatriotisme a donc sa raison d'être ; il a puisé et il puise ses racines profondes dans la lutte quotidienne ; le prolétariat mondial doit en être le plus fécond. En niant, en repoussant l'anti-patriotisme, on nie, on repousse la lutte de classes, on n'aboutit plus qu'à un internationalisme de pacotille. Le syndicalisme doit être l'internationalisme intégral. C'est la thèse contraire qui n'est que verbalisme, un écœurant trompe-l'œil.

Oui, il y a fâcheusement d'effectifs. Nul ne le conteste. Les causes ? Elles sont complexes et multiples. Deux me semblent frappantes.

La première, c'est qu'on n'a presque jamais fait d'éducation au syndicat. On a douté du peuple, on a eu peur d'effrayer la masse alors qu'elle venait, devant notre attitude de révoltés, nous rejoindre, disposée à recevoir le bon grain. Sans le vouloir, je veux bien, on a fait du corporatisme (ce qui se comprend), mais rien que du corporatisme. L'ébauche éducative des premières années a vite été détruite par cet égoïsme corporatif qui va s'accroissant.

La deuxième est aussi grave et n'est que le corollaire, si je puis dire, de la précédente. Les militants se sont souvent considérés comme d'essence supérieure et cela, parce qu'ils ne vivaient plus la vie de misère et d'humiliation constantes de leurs camarades ; ensuite parce qu'ils ont perdu une partie de leur foi en l'idéal révolutionnaire. Dans leur conception du but final, ils sont devenus pessimistes endurcis ; ils le deviennent davantage encore. Certes, ils se proclament toujours révolutionnaires ; leurs actes ne le sont plus. L'idéal leur échappant, ils ont créé une certaine bourgeoisie prolétarienne.

Nous disons : pareille situation doit cesser ; nous ne voudrions pas, dans l'intérêt de la cause de l'humanité asservie, que les luttes futures soient engagées par des moutons ; s'il devait en être ainsi, je me refusais, pour ma part, à vouloir entraîner à l'abattoir mes frères de misère ; nous voulons que la masse soit consciente de sa force et qu'elle la puise en un idéal de justice, de beauté, de fraternité sociales. C'est elle qui doit nous entraîner à la lutte sous une poussée formidable.

Il est donc nécessaire et urgent de saper tous ses préjugés qui, seuls permettent à la bourgeoisie de tondre le prolétariat : le patriotisme et le parlementarisme sont de ceux-là.

Tout en regrettant certaines violences j'approuve, pour ces motifs qui précèdent, la campagne antifonctionnariste : nous voulons former des hommes pour ne pas être obligés d'avoir affaire à des inconnus.

Une conclusion ? La voici dans toute sa crudité :

Quand un militant s'aperçoit que son idéal s'émousse, qu'il en est réduit à réfréter sa première manière de voir, ses précédents arguments qui ont fait des adeptes ; quand il en arrive à rectifier son tir et à rebrousse chemin, il doit avoir le courage de disparaître et de rentrer dans les rangs. En tout cas, son suicide moral s'impose, à moins qu'il ne préfère imiter Lafargue.

F. LAVEZZI.

Amnistie pour les nôtres !

A voir tout le monde se préoccuper de la valeur des ministères qui se succèdent toutes les 24 heures, il serait à croire que nous vivons dans la plus heureuse des Républiques, tellement cette foule avide de scandales et de choses palpitantes se désintéresse de ceux des nôtres qui sont frappés.

On se croirait, à n'en pas douter, dans la 4^e République, la République sociale, car beaucoup, après les élections, se croient satisfaits.

Mais, quel sont donc nos vaillants militants, tels que Boudot, Mournaud,

Grandjouan, Ruff, Lecoq, et tant d'autres ? En prison ou en exil.

En ce moment, ces camarades « expient » soit à la Santé (oh ironie !) ou à Clairvaux, le crime d'avoir exprimé leur façon de penser sur les agissements scandaleux des financiers et des gouvernants bourgeois.

Depuis trop longtemps déjà, nos camarades sont privés de leur liberté pour de simples délits de parole.

Pourquoi une amnistie pleine et entière ne viendrait-elle pas rendre à la liberté nos camarades qui depuis des mois, voire des années, languissent dans les prisons de la République.

Puisque les socialistes ont remporté aux dernières élections une grande victoire, qu'attendent-ils pour faire entendre une protestation, pourtant si légitime, en leur faveur ?

Malheureusement, leur préoccupation est tout autre !

Tous les délégués de presse ou d'opinion, tous les exilés, tous les mutins sont des fils de travailleurs, coupables seulement de loyauté et de franchise.

Parce qu'ils ont écrit ou dit ce qu'ils pensaient, parce qu'ils ont cru à la liberté dans une République qui se prétend libre, ils ont vu se dresser contre eux des lois brutales, qui devraient depuis longtemps être abrogées et dont se servent nos gouvernants.

Retenir des adversaires dans les geôles, les maintenir en exil, est un procédé inqualifiable.

Mais qu'on ne nous donne pas une amnistie fantôme. Nous voulons une amnistie large, totale.

Donner et retenir ne vaut rien. La mesure de l'année dernière a pu ouvrir les portes à quelques-uns des nôtres, elle a maintenu dans les prisons tous les condamnés des lois scélérates.

Si ceux qui nous gouvernent, malgré notre volonté, veulent attendre le but que se propose toute amnistie, c'est une mesure totale et que tous ceux qui ont été frappés par eux soient immédiatement mis en liberté.

Pensons à toutes les victimes de la République bourgeoise et crions bien haut à nos gouvernants que nous ne les abandonnerons pas, entre leurs mains.

Plus que jamais pensons à eux et crions toujours plus fort : « Amnistie, amnistie pour tous ! »

René Micheau,
des Jeunesses Syndicalistes de la Seine.

Les Amis du "Libertaire"

Tous les mardis, à 9 heures du soir, réunion du groupe des amis, salle Chapoteau, 6, rue du Château-d'Eau. Appel est fait à tous ceux qui s'intéressent au journal.

Les camarades sont avertis qu'une balade sera organisée le 5 juillet au profit du « Libertaire ». Le détail dans le prochain numéro.

Bénédictine net de la balade du 17 mai à Marnes-la-Coquette : 61 fr. 65.

VARIÉTÉS Les Affranchis

Fuyant les dépotoirs somptueux de la ville, au ruisseau des préjugés allégeant leurs épaules, vagabonds et poètes s'en vont par les chemins...

Amants de la Nature, ils admirent en amants ses charmes ondoyants, ses attraits lumineux, ses parures champêtres. Ils goûtent du soleil la féconde chaleur, sa lumière bienfaisante, ses caressantes rayons.

Ils aiment la mélancolie des vastes solitudes, le murmure du ruisseau, le caillou du sentier, l'épine du taillis et les tièdes parfums flottant sur les buissons ; ils aiment la tristesse du silence des soirs !

Incrédules joyeux, ils n'ont pas, du vulgaire, les fautes transports des factices amours ; sceptiques du plaisir, ils sourient à l'ennui et se moquent des larmes !

La mortelle clarté des lumières des fêtes n'a pas terni l'éclat de leurs fauves prunelles. Les fumées de l'orgie dans leur virgée creue, n'ont pas jeté les troubles de la folie naissante ! Ils éprouvent, en leur âme tranquille, la douce lenteur des sentiments paisibles ; Vertu est sans de Vice, ils ignorent ces mots... La Muse Mère !

Ils est des mots d'amour plus beaux que des poèmes qui se disent dans l'ombre. Pour le poète heureux, le silence a des secrets inconnus du profane. La nuit a des mystères inconnus au grand jour.

Il est des plantes rares sur les sommets déserts ; il est des fleurs jolies au profond des ravins...

A. Narchot

Répandez le "Libertaire"

POUR LAW

Il y a maintenant plus de huit ans, les travailleurs se dressaient virilement pour imposer aux patrons la journée de huit heures et proclamer leur espoir de révolution.

On sait de quelle façon le mouvement fut préparé. A la suite du congrès confédéral de Bourges, tous les syndicalistes ennemis du parlementarisme propagèrent durant dix-huit mois cette idée simple et facilement compréhensible qu'à partir du premier mai 1906 tous les ouvriers devaient se refuser à fournir aux employeurs plus de huit heures de travail chaque jour.

La catastrophe de Courrières et la grève des mineurs qui s'en suivit préparèrent les esprits pour la démonstration populaire du premier mai suivant. La bourgeoisie s'affola. Le réactionnaire *Echo de Paris* publia une série d'articles où la révolution sociale était représentée comme imminente. Bref, les circonstances étaient favorables pour une tentative de soulèvement prolétarien.

Les bourgeois parisiens s'étaient approvisionnés de victuailles pour ne pas crever de faim pendant la période de grève générale insurrectionnelle qui leur semblait sur le point d'éclater. Le radical Clemenceau, premier ministre, avait inondé Paris et le Pas-de-Calais de soldats. Comme toujours, l'ouvrier en livrée de crime était opposé à ses frères de misère.

Le premier mai 1906 arriva.

Dans toute la France, des centaines de mille de travailleurs manifestèrent. Malheureusement, la plupart de ces manifestations furent calmes. Les anarchistes ne furent pas à la hauteur de leur tâche et ne surent pas transformer en une prise d'armes révolutionnaire une démonstration grandiose mais pacifique pour les huit heures. Les marchands de sommeil, politiciens ou autres, débordés par cette vague populaire, furent néanmoins assez forts pour couler les enthousiasmes, apaiser les colères, et empêcher qu'un mouvement revendicatif plus sérieux ne se produise.

Seuls, quelques bagarres inévitables dans les grandes manifestations et quelques actes isolés attestèrent la puissance de l'idée de revendication et la survivance de l'esprit de révolte.

Un officier républicain, le lieutenant Tisserand-Delange, vint à la Bourse de Travail de Paris mettre son épée au service du peuple. C'est peut-être à ce geste, propagé partout et discuté passionnément, que nous devons l'admirable révolte d'un bataillon du 17^e d'infanterie pendant l'insurrection pacifique des vigneron du Midi, en 1907.

La propagande fut continuée activement et le 1^{er} mai 1907 vit un autre geste révolutionnaire non loin de cette même Bourse du Travail parisienne. La place de la République était occupée militairement. Eclairs, fantassins et dragons rivalisaient de zèle pour faire circuler la foule et empêcher l'accomplissement d'actes contraires au maintien de l'autorité.

C'est alors qu'un jeune Polonais, d'origine juive, Jacob Law, indigné de voir les uhlands français molester des gens malheureusement inoffensifs, intervint avec fracas. De l'impériale d'un omnibus, Law tira quelques coups de revolver sur les cosaques républicains.

Personne ne fut atteint.

Arrêté immédiatement, passé copieusement à tabac, Jacob Law fut par la suite condamné à quinze ans de travaux forcés. La bourgeoisie, aussi féroce que lâche, se vengea de sa frayeur en frappant par une condamnation aussi légalement injustifiée qu'atrocément abominable, un des nôtres coupable d'avoir manifesté un peu bruyamment son mécontentement du régime social actuel et sa haine des criminels suppôts de l'autorité.

Depuis sept ans, Law est au bagne, sans avoir porté tort à qui que ce soit.

Depuis sept ans, un homme souffre le martyre pour ses idées révolutionnaires. En butte aux tracasseries de la chiourme, qui ne lui pardonne pas d'être resté au bagne digne du nom d'homme, Law est au surplus presque abandonné par ceux qui devraient le défendre.

Au lieutenant Tisserand-Delange, on a pardonné une « faute de jeunesse ». Cet ancien officier insurrectionnel est maintenant capitaine.

Law n'a pas mis les pouces, lui. Aussi, est-il toujours aux travaux forcés, otage du capitalisme français. Rien ne permet d'augurer de sa prochaine libération.

Les partis politiques bourgeois se désintéressent fatalement de cette monstrueuse injustice. Le parti politique de « la classe ouvrière », pour parler comme nos réformistes, ne peut intervenir pour un révolté comme Law. Ceux qui

firent condamner Girier-Lorion, Broutchoux et Bourguier ne peuvent décemment prendre la défense d'un Law.

Celui-ci, d'ailleurs, ne compte pour le délivrer que sur ses amis révolutionnaires. C'est à nous de justifier de cette confiance.

L'hiver dernier, le Comité de Défense Sociale organisa dans Paris une série de réunions en faveur de Masetti, Péan et Law.

Peu nombreux furent les révolutionnaires qui se dérangèrent pour aider à arracher à la vindicte légale un homme coupable de n'avoir tué ni blessé personne.

Les anarchistes préfèrent radiofiner sur le « moi », les syndicalistes sont trop occupés avec des mesquines questions de personnalités encombrantes ou à ergoter pour ou contre le « fonctionnarisme » syndical pour avoir le temps de ne faire aucun effort dans le but de faire remettre en liberté Jacob Law.

En ce moment, notre camarade est moins la victime de l'autorité que du manque d'union et de solidarité des révolutionnaires de toute tendance. Lq comprenons-nous ?

Les anarchistes, si enclins à la critique, sauront-ils montrer le chemin aux syndicalistes ? Ces derniers seront-ils capables de démontrer par le fait aux tièdes partisans de l'action syndicale la valeur véritable du groupement ouvrier ?

Tout cela, l'avenir nous le dira.

En attendant, il faut faire vite et bien. Nos camarades d'Italie auront, si nous n'agissons pas rapidement, arraché Masetti aux griffes militaristes, tandis que, victime de notre désunion et de notre passivité, Law souffrira encore au bagne.

Pourtant, ce qui fut fait pour Ronsset peut se refaire pour d'autres, et nous pouvons faire aujourd'hui ce que nous avons fait hier.

Faire adopter dans toutes les réunions des ordres du jour en faveur de Law, demander à la *Bataille Syndicaliste* de publier chaque jour un article pour défendre notre camarade, faire hebdomadairement un appel dans nos périodiques, n'est pas au-dessus de nos forces, que diable !

Une fois que l'opinion aura été chauffée de cette façon, une fois que les gringottes politiciennes seront mises au pied du mur, il faudra bien que les bandits gouvernementaux tiennent compte de la réprobation populaire.

Et si, malgré tout, Jacob Law n'est pas libéré, on s'apercevra que, si haut placés soient-ils, les hurlements de notre frère ne sont pas à l'abri de nos coups.

Auguste LEGROS.

N.-B. — Pour ce qui concerne la réponse de Lacotte à ma manière de comprendre la solution de la main-d'œuvre étrangère, je ne puis que renvoyer les camarades aux articles de Jouhaux et de Thuillier sur cette question, articles parus dans la *B. S.* et le *Libertaire* de la semaine dernière.

Comité de Défense Sociale

POUR MASETTI, PÉAN, LAW

Le Comité invite tous les camarades révolutionnaires anarchistes, syndicalistes, tous les hommes de cœur à venir protester en faveur de ces victimes du gouvernement aux

Grands Meetings

qui auront lieu samedi 20 juin, à 8 heures et demie du soir, salle de la Maison du Peuple, 6, rue du Docteur-Foucault, à NANTERRE.

ORATEURS INSCRITS

Emile Aubin, qui parlera de l'affaire Law ;
Thérèse Taigourdeau, qui parlera de l'affaire Masetti ;

A. Gelma, avocat à la Cour, et Antoine, qui parleront de l'affaire Péan,
Et un camarade du groupe italien.

ENTRÉE GRATUITE

Jeu 25 juin, à 8 heures et demie du soir, Grande Salle des Fêtes de la Mairie au PRE-SAINT-GERVAIS.

ORATEURS INSCRITS

Maria Ruyier, la vaillante militante italienne, parlera de l'affaire Masetti ;
Thuillier et Taigourdeau, qui parleront de l'affaire Péan ;

Emile Aubin, qui parlera de l'affaire Law,
ENTRÉE GRATUITE

Ne détruisez jamais le LIBERTAIRE.

Quand vous l'avez lu, si vous ne le gardez pas, déposez-le en wagon, au restaurant, à l'atelier, partout où il risquera d'être vu.

ETUDES SOCIALES

Par un Paysan

... C'est en effet dans les luttes politiques qu'en Belgique, Hollande, Italie et Russie, il a été possible de se servir de l'arme nouvelle, la grève généralisée, dite grève générale.

Que déduire de cet acte de foi socialiste, par lequel le parti du même nom, pour transformer la propriété capitaliste en propriété collective ou communiste, essaie de prouver la conquête du pouvoir politique? La logique veut que le socialisme ainsi présenté devienne une doctrine de collaboration avec le capitalisme de réforme comme dit Lafargue et non de destruction du capitalisme.

Ce socialisme-là a perdu de vue son but. Il a cessé d'être un parti de révolution contre l'élément oppresseur. Il se constitue dès son arrivée au pouvoir en parti d'évolution rétrograde. Il s'éloigne autant que tout autre groupement politique bourgeois de l'organisation du travail, dont le syndicalisme est la puissante manifestation.

Demain les socialistes au pouvoir, cela est inévitable, marcheront contre les syndicats, feront de l'inutile pape-rasserie, du capitalisme guesdiste, de la centralisation réactionnaire, du fonctionnarisme ridicule, tout comme les partis bourgeois et encore une fois pourront empêcher l'essor du travail libre, la direction du travail par le travail lui-même.

Malgré tout, les racines du socialisme parlementaire ne sont que superficiellement traçantes et ne peuvent ni empoigner le prolétariat, ni absorber la vie ouvrière. Socialisme de surface, d'après-propos, de compromissions, de contraintes, de déroute, il est à l'opposé du socialisme libertaire antitétatiste, fédératif, autonome. Une seule voie s'ouvre à ce révolté de tous les temps, seul logique avec lui-même : c'est le syndicalisme avec son inévitable accessoire la coopération. Réalité en concordance de vues avec la doctrine libertaire.

Voilà le rôle de l'autorité populaire défini en deux mots suggestifs : *production, consommation*. Toute la paix et toute la guerre tient et à toujours tenu dans ces deux actions humaines!

Dans son livre *Socialisme théorique et social-démocratie pratique* (page 250) Bernstein confirme de la façon suivante cette vérité : « Le peuple allemand a un très grand intérêt à ce que la Chine ne devienne pas la proie des autres nations et à ce que la politique commerciale de la Chine ne devienne pas le domaine exclusif d'une autre nation ou d'une coalition d'autres nations. Bref, l'Allemagne a le plus grand intérêt à ce que dans toutes les questions concernant la Chine, elle puisse dire son mot » *Son commerce avec la Chine lui en donne le droit*... » Il me semble qu'il y a là une raison pour la social-démocratie de ne pas s'y opposer en principe. Assurance nouvelle que la social-démocratie tout en atténuant le rigorisme des républicains bourgeois, n'en reste pas moins un parti bourgeois, défendant l'individualisme des profiteurs capitalistes qui exploitent autant la production étrangère que la main-d'œuvre de leur propre pays.

Donc à la place du suffrage universel avec Chambre des députés, Sénat, présidence — et ce qui sert d'appui à ces messieurs — l'armée, la magistrature, la police, nous mettons très logiquement l'administration des choses par une entente entre les divers groupements fédératifs qu'ils s'appellent communes, ou unions de syndicats ou groupements d'affinités, ou coopératives de production et de consommation.

Nous faisons abstraction de toute politique idéaliste et ne considérons que la nature politique de la structure de la machine humaine. Celle-ci se compose de deux organes essentiels autour desquels tous les autres gravitent. Ils se nomment *ventre et cerveau* ! A satisfaire tous les deux dans chaque individu, une organisation simple, pratique et juste s'impose, une organisation qui laisse à chacun le maximum de liberté possible. Elle n'a pour seule limite que la liberté d'autrui.

Toutes les autres façons de groupements humains par nationalités, par castes, par classes, par corporations ennemies s'effacent devant cette seule et unique de l'être humain ayant droit à l'existence et soutenu organiquement par tous ses semblables. La seule condition exigée pour se procurer bien-être, paix et liberté, c'est d'être un membre utile de la société, c'est de gagner sa vie en travaillant.

Ce qu'un prolétariat pareillement organisé peut fournir en améliorations sociales se devine aisément quand on pense que là il y aurait absence totale d'exploitation par le propriétaire, le commerçant, le fabricant, l'Etat, tous, capareurs et intermédiaires à des titres divers.

Mais comptons avec la réalité, avec ce qui est et non avec ce qui pourra être. Demain verra un gouvernement socialiste, rallonge du gouvernement radical ou radical-socialiste. Demain comme aujourd'hui verra des ouvriers pour lesquels, comme dit le socialiste Lafargue, « les réformes seront un des puissants moyens de propagande et d'agitation qui les mettront en mouvement et les obligeront à s'occuper de leurs propres intérêts ».

C'est très clairement convenir que ces individus devraient faire eux-mêmes leurs propres affaires et se passer des intermédiaires inutiles fussent-ils les députés socialistes. C'est non moins explicitement affirmer que l'action des syndicats ne doit pas plus s'orienter vers l'arène politique, Lafargue se trouve donc en flagrante contradiction avec lui-même quand il met les syndicats ouvriers à la remorque du parti socialiste. Ou alors laisserait-il sous entendre que le gouvernement socialiste n'est qu'un moment de transition préparant la bourgeoisie à l'avènement d'une société anarchique?

Prenez note en passant de cet accent de sincérité d'un parlementaire et reconnaissez aussi que beaucoup d'hommes ne veulent ou ne peuvent encore se passer de l'autorité. Ils ne sont point majeurs, socialement parlant.

Il y a donc intérêt pour les éléments libertaires, qu'ils soient simplement coopérateurs ou syndicalistes révolutionnaires ou anarchistes communistes à exiger la « trêve de Dieu » de nos futurs gouvernements socialistes. Les trois éléments libertaires, ceux de la coopération, du syndicalisme, de l'anarchie, peuvent dès maintenant, s'ils savent former une alliance défensive, traiter de puissance à puissance avec le parti socialiste. Celui-ci — n'en disons que tout juste le mal qu'il faut dénoncer — abrite un certain nombre d'hommes de pensée libre, bourgeois si vous le voulez, mais bourgeois tolérants affranchis de l'esprit étroit de caste des vieux partis réactionnaires. Cet aveu doit-il cependant exclure la prudence vis-à-vis de ces hommes de la future république démocratique et sociale?

Il y a entre éléments libertaires nécessité absolue de s'entendre, car trop d'ambitions mauvaises les entourent. Mais qu'ils soient pratiques avant tout et qu'ils ne comptent pas trop sur l'idéal révolutionnaire des foules! Se préserver d'une trop grande sensibilité, faire la part égale entre le sentiment et la raison, n'est-ce pas là de bonne et saine tactique révolutionnaire?

Comment former cette alliance défensive et offensive entre conceptions diverses mais procédant toutes du facteur liberté et toutes opposées à l'autoritarisme gouvernemental et capitaliste? C. ADAM.

(A suivre.)

EN ALGERIE

Les Ecoles d'exploitation de la main-d'œuvre indigène

Il existe, en notre bienheureuse colonie d'Algérie, — si florissante comme se plaisent à le dire nos gouvernements et autres requins de la finance dans les banquets payés par ces idiots de prolétaires, — un certain genre d'écoles, lesquelles sont des écoles de fauconniers, tout comme l'on donne une décoration ou un bureau de tabac pour « services exceptionnels ».

C'est ainsi qu'une femme ou un homme qui a — ou qui a eu — des relations plus ou moins louches avec le gouvernement général, pour services rendus à ses maîtres, — les dirigeants, — obtient de ceux-ci une fonction de directeur ou directrice d'une école d'apprentissage — le plus souvent pour l'industrie des tapis.

Ces directeurs — ou directrices — installent donc une fabrique dont l'ouvrier est l'élève, et où, en fin de compte, l'ELÈVE REMPLACE L'OUVRIER et la main-d'œuvre finit par ne rien coûter à MM. les dirigeants.

C'est tout bénéfice, comme l'on voit. Les tapis fabriqués par les élèves coûtent moins cher que ceux exécutés par des particuliers et sont vendus meilleur marché; or, les femmes arabes de l'intérieur ne vivant que de ce travail, se trouvent donc écrasées par ces écoles gouvernementales qui leur font une si redoutable concurrence.

Si ces faits, seulement, pouvaient les amener à réfléchir sur leur situation et à prendre consciemment leur place dans les rangs des émancipateurs sociaux, ce serait un remède à ce mal, mais nous n'en sommes malheureusement pas encore là, car les pionniers, qui ont entrepris de débarrasser les mentalités arabisées des indigènes arabes (comme le publiciste Omar Rastim, d'Alger, qui m'adresse ces quelques renseignements), sont plutôt rares.

Ainsi ces écoles, dont tous les naifs

chantent la gloire, sont, non seulement des maisons industrielles et de rapport du gouvernement, mais aussi des établissements de concurrence et d'exploitation ouvrière.

Il existe aussi quelques petites écoles d'autres matières, toujours du pays, qui sont à peu près dans la même situation que celles dont nous venons de parler.

Mais les plus heureux — qui le croiraient ! — ce sont les juifs, par là il n'y a qu'à eux, et tout le monde travaille et risque sa peau pour eux ; ils sont les rois d'Algérie, quoi ! Mais le crois que les ouvriers israélites (il doit y en avoir) doivent être aussi exploités que les Arabes par les gros exploiters juifs, catholiques et francs-maçons.

En général, on peut constater, à l'égard de ces malheureux indigènes, aucune douceur ni tendresse de la part des vainqueurs français qui sont tous des fumistes, des beaux parleurs, et ceux qui écoutent bénévolement leurs mensonges ne sont que des imbéciles, voire des criminels.

Et, en effet, demandez à ces ministres, à ces gouverneurs qui ont plein la bouche de ces phrases toutes faites : « développement de l'Algérie, bonheur de ses habitants, les progrès de la civilisation française apportant le travail et la paix dans cette Algérie qui est comme une deuxième France, etc. », et une école d'industrie mécanique ou d'électricité, d'ingénieurs ou des arts en Algérie, ET POUR LES INDIGÈNES, toujours spolies ?

Ils répondront ou par des faux-fuyants — s'ils consentent à répondre — ou par la persécution contre les esprits libres, avides d'affranchissement, de vérité et de justice, car, en Algérie (où, comme au Maroc, le gouvernement vient d'établir, au mépris de la loi sur la liberté de la presse, les caïdannes obligatoires pour toute feuille qui veut paraître) les gouverneurs soi-disant républicains agissent comme des potentats !

Les laissera-t-on faire encore longtemps ?

Henri Zisly.

Une belle manifestation à la « Bellevilloise »

Contre les assassinats d'Ancone et la réaction en Italie

L'énergique levée du prolétariat italien, après les féroces assassinats d'Ancone, accomplis par les bourgeois de la monarchie de Savoie, pour noyer dans le sang l'agitation en faveur de la libération des camarades Maselli, Meroni et la suppression des compagnies de discipline, ne pouvait laisser indifférents les anarchistes et les révolutionnaires en général.

La grève générale proclamée en toute l'Italie a donné lieu à une répression féroce de la part de la police, mais le prolétariat a répondu à la violence par la violence. Ce mouvement a pris, dès le début, un caractère essentiellement insurrectionnel, grâce à l'active propagande faite par nos camarades anarchistes et syndicalistes. C'est le prélude de la future révolution libertaire.

Le groupe révolutionnaire italien de Paris a pris l'initiative d'une grande manifestation contre les assassinats d'Ancone et la réaction en Italie ; les sections socialistes italiennes de Paris et d'Aubervilliers, le Comité international contre les répressions et la Fédération communiste-anarchiste approuvent leur adhésion. La manifestation eut lieu samedi soir, 13 juin, à la Bellevilloise, rue Boyer ; elle fut imposante ; la grande salle était archicomble. Les travailleurs voulurent, par leur présence, manifester leur solidarité avec le prolétariat italien qui, dans les rues, se battait héroïquement, et leur dégoût pour la monarchie pourrie de Savoie.

Tout à tour, Girault, Foggi et Bartolozzi prirent la parole pour féliciter les crimes du gouvernement italien et exalter, en même temps que les camarades Maselli et Meroni, l'héroïsme des ouvriers italiens luttant bravement pour leur affranchissement.

Il importe que le prolétariat mondial suive attentivement les événements qui se déroulent en Italie.

Nos camarades de la-bas nous ont montré le bon exemple.

A nous de les soutenir et de les imiter.

UN LIVRE NOUVEAU

L'AVORTEMENT : sa nécessité ; ses procédés ; ses dangers, par Hardy, 1 vol. gr. in-12, X 428 p. ; Paris, 1914, au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel. Prix : 5 fr., par la poste, 5 fr. 25.

« Un autre titre eût mieux convenu sans nul doute », déclare l'auteur des la première ligne de son avant-propos. Mais à ses yeux, le moyen abortif étant l'ultime ressource, il a voulu attirer l'attention en heurtant de front l'hypocrisie publique. Ce n'est pas qu'il préconise et recommande l'avortement, dit-il, il signale au contraire les dangers ; l'avortement n'est qu'un pis aller, dont les lois ne sauraient empêcher la pratique clandestine et périlleuse.

En somme, le livre de Hardy est, suivant sa propre expression, un exposé du néo-malthusisme théorique et pratique.

J'ai d'autant plus plaisir à en parler, et je le ferai avec d'autant plus d'indépendance, que je suis loin d'admirer la doctrine de Malthus, et de me courber devant sa fameuse « loi des populations », qui m'apparaît comme la

moins scientifique des propositions qu'il soit possible d'imaginer. Hardy le rappelle, et croit pouvoir en conclure que je n'ai jamais lu Malthus, Je me contente de lui répondre que j'ai essayé.

Mais les disputes de pure doctrine sont d'importance secondaire. Si je ne suis pas malthusien, je me trouve à peu près sur tous les points d'accord avec l'auteur, en ce qui concerne les conséquences actuelles qu'il tire de la théorie de Malthus, et qu'on peut déduire, à mon avis, de l'observation des faits sociaux et de l'usage de la raison.

Ensemble, nous pouvons donc énoncer les propositions telles que celles-ci : La femme doit avoir la pleine liberté de disposer d'elle-même ;

La maternité, pour être chose morale, doit être voulue ;

La maternité subie est une ignominie ;

La maternité imposée par la force est un viol, que ce soit dans le mariage légal ou en d'autres circonstances ;

L'avortement n'est pas un crime, C'est la loi qui est criminelle et antisociale ;

Le devoir de tout être conscient est d'user de la plus grande prudence en matière de procréation. Jeter dans la vie de pauvres êtres voués à la misère et à la douleur est le fait d'une brute.

J'ajoute que la bourgeoisie régnante, quand elle gémît sur la dépopulation, me dégoûte particulièrement par son hypocrisie, mais qu'elle me réjouit du même coup, en me montrant que la tête est touchée. L'ogresse veut sa ration : de chair à canon, (masculin) pour la défense de ses privilèges ; — de chair à travail forcé (des deux sexes) pour l'accroissement de ses revenus ; — de chair à plaisir (féminin) pour le maintien de cette prostitution qu'est la famille bourgeoise avec le mariage légal.

La ration diminue, et la dévoreuse grigne, se lamente et menace. Demain peut-être, elle ne pourra pas précipiter des masses d'hommes les uns sur les autres, en faire deux ou trois millions, pour avoir une période de tranquillité financière ! C'en est fait ; la Patrie est perdue.

SA patrie est en effet bien malade ; la patrie humaine commence à se créer ; et la propagande de prudence procratrice y contribue pour une bonne part. C'est pour cela que je salue de toute la force de ma conscience le travail des néo-malthusiens, et l'apparition d'œuvres hautement morales, telles que le livre de Hardy.

C'est à la fois un ouvrage de sociologie, de philosophie, d'éducation, de morale et de physiologie. Ecrit sobrement et clairement, très documenté, il révèle chez l'auteur une somme de travail considérable, une grande érudition et une connaissance approfondie de la haute question qu'il traite.

Pour donner une idée générale des sujets étudiés, il me suffira de reproduire les titres des six livres qui forment les grandes divisions, car une analyse détaillée serait matériellement impossible :

Loi de population et objections. — Le néo-malthusisme. — Les mythes anticonceptionnels. — L'avortement. — La dépopulation. — Documents.

Cette étude nouvelle du problème sexuel semblera peut-être d'un prix trop élevé pour pouvoir se répandre autant qu'il serait désirable. Ce prix n'est cependant pas exagéré, quand on considère l'étendue et l'importance du volume. Mais si celui-ci ne peut se trouver dans toutes les mains, il mérite de figurer dans toutes les bibliothèques du prolétariat, où les familles auront grand intérêt à en prendre connaissance.

G.-A. LAISANT.

L'AFFAIRE COLOMBINI

L'instruction de l'affaire Colombini vient de faire un nouveau progrès

On se souvient que Victor Colombini avait été condamné, le 7 août 1912, par le conseil de guerre de Marseille, à dix ans de travaux forcés pour meurtre. La Ligue des Droits de l'Homme est parvenue, par des enquêtes approfondies, à établir l'erreur dont ce malheureux a été victime.

Or, M. Bienvenu-Martin, ministre de la Justice, vient d'informer M. Ferdinand Buisson qu'il a déposé la demande de la Ligue à la Commission de révision : on peut donc espérer que Colombini sera prochainement réhabilité.

Ajoutons que la Ligue des Droits de l'Homme vient de publier sur l'affaire Colombini une brochure de 64 pages, qui donne, avec le mémoire de M. Alcide Delmont, les pièces essentielles du procès. (La demander au siège de la Ligue, 1, rue Jacob : 0 fr. 25.)

ATTENTION

Un camarade, par un hasard, a vu déposer à la justice de paix de Melun un jeune gendarme répondant au nom de Bourdossoul, le même nom du faux témoin de l'affaire Rousset.

Ne serait-ce pas l'individu de Biribi qui serait gendarme ? S'informer et communiquer au Comité de Défense Sociale.

Révolution et Impôt

Bien que ne partageant pas les idées émises dans cet article, nous avons pensé qu'il était bon de le publier, ne serait-ce que pour permettre la discussion sur un sujet extrêmement intéressant. Nous discuterons les thèses contraires, à condition, naturellement, qu'on nous adresse les articles contenant des vues sérieusement étudiées.

« Il n'est pas de petits moyens pour qui s'en servent... » Dans son application, cette maxime permet de gouverner les peuples, comme de soulever les foules. Des politiciens habiles peuvent à leur gré enchaîner le sentiment de révolte inné en chaque individu ou le faire servir à la réalisation de leurs projets. On est en droit d'admirer que pour entretenir et développer le conservatisme dans les masses, les dirigeants ne dédaignent aucun moyen, si infime soit-il.

Actuellement, dans les écoles congréganistes laïcisées de notre ville, on distribue aux élèves, comme prix, de beaux volumes reliés que les parents conserveront. Ces livres, donnés à des enfants, pour être lus par des adultes, ne contiennent aucune allusion à Dieu ou à la religion. Le mot « Providence » n'y figure même pas.

Soul, le travail d'où jaillit le bien-être universel s'y trouve encensé, magnifié. Dans l'un d'eux, intitulé : « Perdue au vent », on va jusqu'à fonder, en imagination, une manière de société communiste. Présenté sous cette forme, le travail acharné, exténuant, cesse d'être un châtiment, il devient un devoir sacré élevant, ennoblissant qui l'accomplit. Avec ce programme, fier de la grandeur de son rôle social, s'estimant satisfait. Ses exploiters aussi !

En présence des résultats qu'obtiennent les Conservateurs en adaptant leurs moyens d'action aux nécessités du moment, en profitant des moindres circonstances pour fortifier leur domination, on est amené à se demander pourquoi les Révolutionnaires s'enferment exclusivement dans des principes et des dogmes surannés. Aux moyens héroïques des âges passés, aux procédés impulsifs du droit au bot, ne pourraient-ils ajouter une tactique plus moderne, rationnelle et méthodique ? ressuscitant enfin, que la loi d'Etat révolutionnaire ne peut pénaliser en bloc, il est nécessaire de la diviser, de la fragmenter, pour la faire admettre en détail, en la présentant sous une forme compatible avec l'état mental des intéressés. C'est pour illustrer la thèse des petits moyens qu'a été publiée la brochure « L'impôt unique et progressif sur le Capital » (1) dont la parution fut annoncée en son temps par le *Libertaire*.

Cette brochure est la mise en pratique d'une théorie trop nouvelle sans doute pour ne pas être enlaidie d'hérésie ; mais qui, du moins, a le mérite d'être basée sur des réalités individuelles et sociales, dont il faut tenir compte.

En remuant des effets aux causes, l'observateur voit nettement que les plus redoutables adversaires de la Révolution sont l'Egoïsme, à qui nous devons la Propriété, et la Vanité, d'où nous vient l'Autorité. Depuis l'origine des sociétés, dont ils sont les deux bases morales, ces deux sentiments imposent les pensées et les actes des humains. Acquiescer et posséder, briller et dominer, tel est l'idéal universel, celui que poursuit chaque individu, chaque groupe, chaque peuple, chaque nation, chaque époque, d'autres peuples, d'autres groupes, d'autres individus. Le besoin de possession et de domination condamne l'humanité à une lutte perpétuelle dont la période aiguë s'appelle la guerre, l'état normal : l'exploitation de l'homme par l'homme !

Cette loi revêt des formes si complexes et si subtiles que l'individu, pour satisfaire son Moi se trouve amené à jouer conjointement, dans la mesure de ses moyens techniques, le double rôle d'exploiteur et d'exploité. De cet incohérent combat de tous les instants, il résulte un inextricable enchevêtrement d'intérêts desolés, les uns généraux, d'autres particuliers, les uns de caractère technique, d'autres de caractère moral, de haines, qui mènent que les forces militaires et policières, protègent les sociétés modernes contre la Révolution.

Ces constatations, et d'autres non moins pessimistes, n'ont point modifié mes convictions. Je crois toujours à la possibilité de transformer la société dans un avenir relativement proche. Mais pour cela il faut disposer d'effets qui ne se retourneront pas contre nous au moment décisif. Pour les recueillir, il est nécessaire, à mon sens, d'aller au-devant des révolutions, et non de les attendre. Elles ne viendront que si nous les faisons venir. La Révolution, en leur montrant des buts d'ensemble nettement définis, clairement définis, vers lesquels tous puissent marcher sans froisser l'Egoïsme étroit et la puérile vanité de chacun.

Comme premier but pouvant servir à la fois de terrain d'attente et de moyen de lutte, j'ai choisi l'impôt.

La question d'impôts est, sans contredit, la plus propre à réunir et à soulever les égoïsmes particuliers contre le Capital et ses détenteurs. Le régime fiscal que nous subissons est, en effet, compliqué, embrouillé et obscuro. Il permet toutes les exactions et favorise toutes les fraudes. Grâce à lui, l'Etat peut semer la division entre les différentes catégories de producteurs et déposséder les prolétaires de plus de 20 % de leur salaire.

Enfin il donne à l'autocratie capitaliste toute latitude pour prélever sur les consommateurs des dîmes supérieures aux sommes nécessaires qu'elle fait mine d'assumer. A cette facilité de frons et d'escrocs, j'ai opposé l'impôt unique et progressif sur le Capital, dont le nom souvent prononcé et écrit par maint arriviste, représentait un titre auquel on avait volontairement négligé d'ajouter un texte. Il s'agissait donc d'édifier de toutes pièces un système fiscal ne conservant aucun des innombrables impôts actuels. Il fallait donner à ce système assez de consistance et d'homogénéité, de simplicité et d'élasticité pour qu'il puisse répondre aux besoins d'une grande société soumise à l'examen et à la discussion, sans risquer de sombrer sous le ridicule. Il était surtout indispensable de fournir un travail d'éducation économique approprié à la sublimité des masses. J'aurais bien voulu lier cette tâche à un Delaisé ou à un faux ami du prolétariat. Mon système d'impôt ne peut qu'impliquer l'usage des gens à car son mécanisme, extrêmement simple, ne permet pas de contestes sérieuses entre les résultats de son application. En

lisant la brochure où cette réforme, qu'il me parait de révolutionnaire, se trouve décrite dans son ensemble, on se référant au tableau de progression qu'elle contient, on voit nettement qu'en attaquant l'impôt, on n'attaque pas seulement à modifier une institution, mais à transformer toute l'économie sociale.

Pour la clarté de ma démonstration, je résume ici ces résultats. L'impôt devenant unique, les contributions directes et indirectes, les douanes, les octrois, les taxes, ainsi que tous les impôts de consommation et d'usage sont supprimés de fait ! Le capital possédé reste seul imposable. L'impôt étant progressif, sa proportionnalité s'accroît avec la fortune de l'impôt. En résumant en un seul les budgets nationaux, départementaux et communaux, voici quels seraient les quantités perçues par le Trésor :

Pour un capital de 1.000 francs et au-dessous 0 15 %, ou 1 50 p. 1.000 ; pour un capital de 10.000 francs, 1 % ou 10 p. 1.000 ; pour un capital de 100.000 francs, 2 % ou 20 p. 1.000 ; pour un capital de 1 million, 3 % ou 30 p. 1.000 ; pour un capital de 10 millions, 4 % ou 40 p. 1.000 ; pour un capital de 100 millions, 5 % ou 50 p. 1.000 ; pour un capital de 1 milliard de francs, 6 % ou 60 p. 1.000. Cette progression peut se continuer, car elle est constante.

L'application d'un impôt ainsi gradué produirait, annuellement, 8 milliards, dont 100 millions seulement atteindraient les 36 millions de travailleurs totalement ou partiellement dépossédés ; l'impôt serait donc en réalité supporté presque exclusivement par les classes riches ou aisées. Dans mon essai, j'ai fixé l'unité de progression à 0 fr. 05 %. En l'élevant à 6 centimes, on augmenterait le produit de l'impôt de 20 % sans qu'il en résulte de charge appréciable pour le Prolétariat ; et sans que les capitalistes puissent récupérer sur les consommateurs les sommes versées au Trésor, ainsi qu'il le font actuellement ! La distribution des douanes ouvrant librement la France aux produits mondiaux, n'enlèverait pas un chômage préjudiciable, grâce à un ensemble de mesures exposées dans une brochure que je ne peux développer ici.

Les feuilles libertaires qui ont annoncé et commenté cet essai sur l'impôt unique s'accordent à dire que si cette réforme fiscale pouvait réunir un nombre suffisant de partisans pour amener sa réalisation, ceux-ci ne s'en tiendraient pas là, et feraient la Révolution.

Beaucoup de camarades vont plus loin et disent simplement qu'une telle réforme réalisée serait la Révolution économique. C'est bien sous l'une et l'autre de ces deux formes que j'ai envisagé les résultats probables de l'impôt des moyens individuels ouvrant des horizons nouveaux, débarrassés d'abord puis s'éclairant, se précisant à mesure qu'on les examine et qu'on s'en rend compte.

L'impôt étant par lui-même et par ses répercussions la pierre d'attente des sociétés capitalistes, il est aisé de déterminer la valeur des déclarations politiques-sociales de nos parlementaires en les rapprochant de leurs convictions fiscales. C'est ce que je vais faire brièvement pour les communistes qui sont les socialistes orthodoxes pontifiant au Parlement et dans la Presse ! Tous ces pseudo-révolutionnaires savent qu'en imposant uniquement la propriété stable, c'est-à-dire le capital sous toutes ses formes, le viellissement du prolétariat dans sa base fondamentale s'accroît de lui-même. S'ils étaient sincères, s'ils soutenaient réellement la transformation sociale, ils consacreraient leur talent d'orateurs et d'écrivains à dénoncer et à combattre le régime fiscal établi par les lois absolues et conservé par les révolutionnaires de 93 et de 1848, sans autre modifications que des « travaux » ou des changements de dénominations ! Mais ils n'en ont rien, et s'ils consentent à ajouter aux données, gâchées et lailles, au nom des ouvriers assez naïfs pour adorer la petite bourgeoisie à se substituer à la grande, à savoir des grands mots creux et des petites balles louches.

Pour arriver à la transformation sociale, en dehors et malgré les boues de toutes les églises conservatrices et réactionnaires, les intéressés ne disposent que de deux moyens : le bulletin de vote et le fusil. Chacun de ces moyens compte des apologistes et des détracteurs, continuant sans s'en rendre compte la vieille querelle des bouillons et des gros bouillons ! Les arguments émis ne leur manquent pas attendu que le bulletin de vote et le fusil n'ont donné jusqu'à présent que des résultats négatifs. Si périodiquement dix millions d'électeurs persistent à se rendre aux urnes pour se choisir des maîtres, nous avons à l'Etat permanent près d'un million de prolétaires armés répartis dans les douanes, la gendarmerie, la police et l'armée, acceptant la mission ou sollicitant la faveur de protéger ces maîtres, et d'opprimer leurs frères de servitude.

Entre ces deux armées également inefficaces ou efficaces, dangereuses ou bienfaitrices, suivant qu'elles sont manées par des individus inconscients ou conscients, on ne peut logiquement faire un choix rationnel. Il faut les renverser toutes deux ou les adopter conjointement. Pour moi, je n'ai pas à hésiter étant de ceux qui ont toujours considéré bulletin de vote et fusil comme les deux choses inséparables, se complétant l'une à l'autre. Je reste donc conséquemment avec moi-même en décrivant une réforme économique préparant la Révolution et quand je préconise exclusivement le vote avec mandat impératif prescrit par tous les gouvernements, je fais œuvre révolutionnaire.

Je dois dans le vote impératif un moyen pratique de s'affirmer et de se contenir sans danger. De plus il renferme un puissant moyen d'éducation sociale, et il est de nature à hâter l'éclosion de la volonté consciente chez l'individu.

Aux camarades que ce point de vue scandalise, je dirai simplement qu'aucune transformation sociale si complète soit-elle ne supprimera la nécessité du vote. L'individu libre verra toujours détenir le moyen de donner son avis sur les questions sociales intéressant la commune, la région ou la nation dont il fait partie ; qu'il s'agisse de la création d'un magasin d'approvisionnement, d'un établissement scolaire, d'un sanatorium, d'un chemin de fer, d'un canal, d'un port, ou de toute autre œuvre.

Il en sera de même pour l'impôt. Les propriétaires directs seront toujours mis à contribution à l'effet de subvenir aux besoins des imprudents à titre temporaire ou définitif : malades, enfants, vieillards, indigents ; ainsi qu'à ceux des prolétaires qui auront occupé la création des œuvres sociales plus haut.

(1) Brochure de 10 pages, par Le Travailleur, franco : 0 fr. 20 ; édition de la Jeunesse Syndicaliste de Châteauroux. Adresser commandes à P. Chardon, 6, rue Rabelais, Châteauroux.

